

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 22/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROSSI

80 CHEMIN de BEAUCHAMP
84170 Monteux

Références : D-0529-2023
Code AIOT : 0006400546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement ROSSI implanté 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSI
- 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux
- Code AIOT : 0006400546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROSSI, dont le siège social est situé au 80 Chemin de Beauchamp 84 170 MONTEUX, exploite une installation de recyclage et récupération de déchets ferreux et non ferreux, ainsi qu'un centre VHU et broyeur agréé.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 3532, 2712-2, 2713-1, 2717-2, 2718-1, 2790-1-b, 2791-1 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2-b, et 2712-1-b de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 03 avril 2002 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Porter à connaissance
- Gestion et suivi des déchets
- Bruit
- Incendie
- Surveillance qualité de l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Vérification électrique	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 20.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion et suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 12	/	Sans objet
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 16.1	/	Sans objet
5	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 22.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de lever les remarques formulées lors de l'inspection du 28 juin 2021. En amont, une vérification des pièces transmises par l'exploitant a permis de préparer la visite.

Les remarques sont donc closes.

Les non-conformité constatées lors de la dernière visite sont les suivantes:

1. la transmission d'un porter à connaissance complété,
2. l'établissement d'une procédure de collecte et d'élimination des différents déchets,
3. la complétude des commentaires de l'exploitant sur les résultats du suivi semestriel des eaux souterraines.

Lors de la visite d'inspection, les non conformités 1 et 2 ont été contrôlées.

La non conformité n°3 fera l'objet d'une nouvelle inspection spécifique sur les eaux souterraines en lien avec l'IEM du site .

Pour la non conformité 1, l'exploitant a bien transmis un porter à connaissance en date du 09/08/2021. Toutefois, il nécessite des compléments. A cet effet, l'exploitant s'est engagé à prendre un bureau d'étude spécialisé et à transmettre à l'inspection son porter à connaissance actualisé sous 3 mois.

Pour la non conformité n°2, l'exploitant avait transmis sa procédure le 10 août 2021 et ce point a été contrôlé lors de la visite d'inspection. L'exploitant respecte donc l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002.

En conclusion, l'inspection propose une lettre de suite préfectorale pour les constats suivants:

1. Transmission d'un porter à connaissance actualisé,
2. Transmission d'une attestation de réalisation des travaux de mise à la terre par la société Sécuritec ayant permis la levée de la non conformité n°4.
3. Transmission des éléments retenus pour le repérage sur site des canalisations électriques enterrées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité PAPREC (ex-COVED) Projet d'extension géographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions ci-dessous. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation où à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation.
Constats : Un porter à connaissance justifiant l'extension du site sur les parcelles anciennement exploitées par COVED a été transmis par l'exploitant le 09 août 2021 mais ce dernier nécessite des compléments. Il a donc été convenu avec l'exploitant de transmettre un porter à connaissance actualisé. Dans l'attente, l'exploitant ne doit pas étendre son activité. Pour mémoire, la société COVED, rachetée par le groupe PAPREC GRAND EST en 2017, a exploité sur les parcelles voisines du site (n°500, 501, 502, 503 et 504 en partie de la section UE2) un centre de regroupement et de tri de déchets non dangereux issus d'activités économiques (bois, verre, cartons et plastiques). Ces parcelles appartiennent aux établissements ROSSI. Depuis le 31 octobre 2019, le site n'est plus en activité. Un arrêté préfectoral complémentaire instituant des servitudes d'utilité publique a été signé le 06 janvier 2022 pour les parcelles n°500 et 502 en partie ainsi que n° 504 en totalité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion et suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure écrite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier en réponse du 10 août 2021 sa procédure de gestion des déchets. Cette procédure permet de suivre la traçabilité et la séparation des différents déchets, notamment ceux issus du traitement des VHU et des DEEE. L'inspection a pu voir cette procédure lors de la visite et constater sa mise à jour en date du 29 juin 2023. Donc, l'exploitant s'est approprié cet outil et en assure le suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 16.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : La mesure de bruit a été réalisée le 19 juillet 2021 par l'APAVE. Le rapport en date du 29/09/2021 mentionne un dépassement sonore au point n°2: 72 dB(A) au lieu de 70 dB(A). L'exploitant a indiqué par mail du 19 octobre 2021 que ce bruit était dû au ventilateur du broyeur. En effet, ce dernier vibrait anormalement. Le 23 juillet 2021, l'exploitant a donc fait appel à la société AES pour équilibrer la turbine. Le rapport d'intervention transmis à l'inspection le 19 octobre 2021 mentionne un système en parfait état de fonctionnement. Lors de la prochaine mesure de bruit, prévue en juillet 2024, l'inspection veillera à la conformité des niveaux sonores et notamment celle du point n°2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 20.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le matériel électrique et [...] feront l'objet de vérifications périodiques.
Constats : L'APAVE est intervenue le 06 et 07 octobre 2021 pour la vérification des installations électriques. Dans son rapport en date du 12 octobre 2021 et transmis à l'inspection le 21 janvier 2022 par l'exploitant, 18 non conformités ont été relevées. L'exploitant a transmis dans ce même mail les factures d'intervention de la société EVITEC pour la levée des non conformités n°3,5,6,7,8,9,10,11,12,14,15,16,17 et 18. Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence des consignes de manœuvre dans les postes de transformation du parc à ferraille et de l'unité de broyage. Ainsi, les non conformité 2 et 13 sont donc levées. Pour la non conformité n°1, l'APAVE mentionne que l'exploitant doit assurer le repérage des canalisations électriques enterrées au niveau du site et sur un plan de masse. Depuis, l'exploitant a été en mesure de fournir à l'inspection le plan de masse. Concernant le repérage sur site, l'exploitant est en difficultés pour le faire et indique que le site est bétonné protégeant ainsi les gaines du personnel et des engins. Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant d'interroger l'APAVE sur la nécessité de ce repérage sur site des canalisations enterrées et les modalités de réalisation possible. Par la suite, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments retenus pour ce marquage au sol. Enfin pour la non conformité n°4, l'exploitant a transmis une photo de l'entreprise SECURITEC, intervenue sur le coffret d'alarme qui "montre" que ce coffret est bien relié à la terre. Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant de fournir une attestation de réalisation des travaux par l'entreprise SECURITEC permettant ainsi la levée de la non conformité n°4.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspection sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none">• les éléments retenus pour le repérage sur site des canalisations électriques enterrées,• une attestation de réalisation des travaux par l'entreprise SECURITEC ayant permis la levée de la non conformité n°4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières émises lors du broyage des véhicules seront captées par des moyens appropriés et canalisées vers un dispositif de dépoussiérage. L'air filtré rejeté ne devra pas contenir plus de 30 mg de poussières par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression, et le flux horaire ne dépassera pas 1,2 kg/h. Un contrôle semestriel sera réalisé. [...]
Constats : L'inspection a pu consulter les rapports de mesure des rejets atmosphériques du 03/08/2022 et du 01/01/2023. Les résultats sont les suivants: <ul style="list-style-type: none">• août 2022 :<ul style="list-style-type: none">◦ Poussières totales : 0,65 mg/m³ et 0,02Kg/h◦ COV : 1,5 mg/m³ et 0,0 Kg/h• janvier 2023 :<ul style="list-style-type: none">◦ Poussières totales : 0 mg/m³◦ COV : 1,28 mg/m³ et 0,04 Kg/h Les résultats sont conformes pour les poussières mais pour la campagne de janvier 2023, l'APAVE n'a pas mis de commentaires sur le résultat nul obtenu. L'exploitant n' a pas été en mesure d'expliquer ce résultat.
Observations : L'exploitant veillera donc lors des prochaines campagnes à la mention systématique de commentaires par l'organisme de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet